

Leçon 16 : Les débuts hésitants de la 3^{ème} République.

En 1870, pour la 1^{ère} fois de son histoire depuis 1815, la France est à la fois en guerre, en partie occupée par une armée étrangère (les Allemands) et sans régime précis.. Quel régime va-t-il être adopté par les Français et comment ?

I. Guerre ou paix ?

1) La situation politique et militaire en janvier 1871

Le 4 septembre la République est proclamée à l'annonce de la captivité de Napoléon III et de la défaite de Sedan. Pour la 2^{nde} fois l'Empire sombre dans le désastre d'une grande bataille perdue. Les Prussiens font le siège de Paris. La ville reste invaincue mais les armées de secours ne parviennent pas à prendre le dessus sur les Prussiens. Finalement un armistice est conclu. Bismarck favorise la République et la tenue d'élections nationales démocratique afin de valider la paix qu'il veut imposer à la France.

2) Les camps et les élections de février 1871

Les Républicains sont pour la poursuite de la guerre (dans l'esprit de 1794) tandis que leurs adversaires royalistes sont pour la paix. Aux élections de février 1871, Bonapartistes et républicains sont minoritaires tandis que les royalistes, portés par la pacifisme de l'opinion et des campagnes, l'emportent. **Adolphe Thiers**, ancien ministre du dernier roi, devient président de la république.

3) La paix franco-prussienne, le traité de Frankfort (mai 1871)

Le traité de Frankfort est très dur pour la France et se solde par une forte indemnité d'occupation avec retrait progressif des vainqueurs. La perte de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine (Metz) est vécue comme un vrai drame national. Le traité est néanmoins ratifié par l'Assemblée réunie à Versailles (un symbole de restauration).

II. Paris refuse la paix : la Commune

4) La rupture entre Versaillais (Thiers) et Commune de Paris

Par des gestes maladroits, le gouvernement de Thiers (Versaillais) se heurte aux Parisiens qui en mars 1871 se proclament *Commune* en rupture ouverte avec le pouvoir à Versailles qui a le soutien de la majorité du pays. Paris, évacué par les légalistes, forme une République à part.

5) La guerre civile et conséquences

En mai 1871, sous les yeux de Allemands qui occupent la région, se déroule un vraie guerre entre Français. En effet les Versaillais entrent dans Paris où se déroule la **Semaine Sanglante** (=combats de rue + répressions). Les Versaillais fusillent 20 000 suspects et leurs tribunaux prononcent 13500 déportations. La gauche française est durablement décapitée. La république apparaît comme un régime d'ordre qui rassure.

III. République ou monarchie ?

6) *Thiers se convertit à la République*

Cette république n'est qu'un régime provisoire. La majorité royaliste attend la fin de l'occupation allemande et recherche une entente entre les différents prétendants au trône de France (Comte de Paris, Comte de Chambord et le Prince Impérial). C'est à ce moment que l'ambitieux Thiers se prononce pour la république (p147 *10). Il est renversé par l'assemblée et remplacé comme Président par le maréchal Mac Mahon.

7) *Mac Mahon : l'échec d'une restauration monarchique*

➤ Monarchie reportée à une date ultérieure : le septennat

Les monarchistes échouent à concilier les prétendants et Henri comte de Chambord exige un retour total à l'Ancien Régime (12 p 147). On en est réduit à attendre la mort du prétendant. Nouvel échec des monarchistes avec leur Ordre Moral et religieux qu'ils prétendent imposer au pays où l'esprit de sécularisation a progressé. En attendant la mort du prétendant on vote une loi qui fixe à 7 ans le mandat du président. Comme il faut des institutions, on vote les lois constitutionnelles de 1875 où le mot « république » apparaît. Ces institutions bicamérales sont démocratiques et de pratique parlementaire.

➤ Les républicains à la conquête de la République

Les républicains savent profiter des erreurs de leurs adversaires et faire campagne pour une république d'ordre qui rassure. En 1876 ils deviennent majoritaires. Le Président Mac Mahon renvoie cependant le gouvernement républicain. C'est la crise. Le gouvernement royaliste est renversé. Le président dissout l'Assemblée (1877) mais les électeurs renvoient une majorité républicaine. Gambetta s'exclame « le Président doit se soumettre ou se démettre ». De fait Mac Mahon démissionne en 1879 et il est remplacé par Jules Grévy (républicain) qui s'engage à « ne plus entrer en conflit avec les chambres issue du suffrage universel ». Il refuse par là toute dissolution ce qui va peser sur le régime (instabilité).